

# L'ALLEMAGNE, LES RÉPARATIONS ET LE PATRIOTISME...

M. Walker, délégué de l'Australie à la *Conférence des 21*, a proposé, le lundi 20 août à la *Commission Économique pour les Balkans et la Finlande*, que les réparations dues par l'Allemagne au titre des «réparations de dommages de guerre» fussent payées en devises et non en nature.

Quoique nous ayons déjà démontré l'impossibilité absolue des paiements allemands, nous croyons utile d'y revenir afin de définir davantage et de clarifier notre point de vue à la lumière de l'actualité.

## LES RÉPARATIONS IMPOSSIBLES!

Les réparations en nature (productions diverses, main-d'œuvre, etc...), considérées comme dédommagement total et réel des dévastations causées par la guerre, s'avèrent inopérantes par suite de l'étendue même des dégâts et de l'ampleur des reconstructions. Aucune puissance économique au monde n'est capable, à elle seule, d'y suffire, que ce soit pour la reconstruction elle-même ou pour son financement.

A plus forte raison l'Allemagne qui, si nous en croyons M. E.-D. Thomas, sénateur et président de la *Commission des Affaires Militaires* du Sénat américain, a perdu 25% de son potentiel économique du fait des bombardements aériens alliés. Il est donc évident qu'il faudrait tout d'abord restaurer l'industrie allemande AVANT LES INDUSTRIES ENDOMMAGÉES DES VAINQUEURS, pour lui permettre de satisfaire aux demandes des seules réparations. Encore le niveau rétabli du potentiel économique ne serait-il pas suffisant et faudrait-il créer une économie allemande de DIX FOIS SUPÉRIEURE!

Mais l'on engendrerait alors une psychose guerrière alarmante: les guerres modernes ont comme moteur moral une confiance absolue du peuple dans la suprématie économique sur les capacités de productions du futur ennemi. Si - dans le cadre du régime actuel - l'on augmente considérablement et proportionnellement les possibilités allemandes, en maintenant les potentiels des pays voisins dans leurs états actuels, il est aisé de prévoir des ambitions guerrières des industriels allemands et la poussée - alimentée, exacerbée par la capitalisme germanique - d'un esprit de revanche de la part du peuple allemand, une fois de plus abusé. L'accroissement du potentiel du Reich, nécessaire, indispensable au financement et à la production pour les réparations, heurte ainsi nettement les notions de SÉCURITÉ actuelles.

Les réparations en nature doivent logiquement avoir comme contre-partie une exportation assez abondante pour pourvoir aux besoins de devises, afin de payer les matières premières de provenance étrangères, nécessaires à la cession des produits industriels et autres. Il est donc indispensable de céder des débouchés extérieurs assez étendus à l'économie allemande, de créer ainsi une concurrence qui, précisément fut à l'origine de la guerre et pour la suppression de laquelle les capitalismes rivaux ont accumulés tant de deuils et de ruines. L'appui de clients étrangers, avec les relations, amitiés, habitudes et alliances qui en découlent, aggraverait davantage ce malaise déjà très pénible qui plane sur le problème - actuellement insoluble - de la SÉCURITÉ.

Les réparations en devises, demandées par M. Walker n'éliminent ni les conditions, ni les dangers exposés ci-dessus, il s'en faut de beaucoup. Elles aggravent même le problème, car en plus des répercussions consécutives au paiement en nature elles posent la difficile et épineuse question des sources de devises. Où l'Allemagne, en effet, peut-elle se procurer cet or nécessaire? Il va de soi qu'il ne peut venir que des États vainqueurs, auquel cas nous assisterions à ce paradoxe étonnant d'un pays vaincu rétribuant les nations vainqueurs grâce à l'appui financier exclusif et total de ces dernières!

Mieux encore! Comme pour la reconstruction du potentiel économique allemand, la défense du mark et le financement des travaux devraient passer en priorité, devant les exigences et conditions cependant impérieuses de nombre de pays vainqueurs, mais ruinés et détruits! Il va de soi que l'apport de devises par les Alliés à l'Allemagne ne peut provenir que des États-Unis (seul pays allié atteint d'une pléthore d'or), et exige, évidemment, l'octroi de certaines garanties de l'Allemagne aux U.S.A. Et c'est ici que réside tout le secret de la manœuvre du délégué australien, lequel a commis, dans son zèle intempestif, un fameux pas de clerc, qui découvre tout le pot-aux-roses déjà dénoncé à cette place d'ailleurs.

Les contre-parties des emprunts américains de devises se baseront forcément sur les possibilités et la certitude du remboursement et du paiement des intérêts. Ceci suppose donc un emploi PRODUCTIF des sommes prêtées, leurs utilisations utiles, ou en termes moins généraux, l'investissement massif DES CAPI-TAUX AMÉRICAINS DANS LES INDUSTRIES-CLEFS DE L'ALLEMAGNE. Cet apport miraculeux accroîtra le potentiel économique de ce pays, fera renaître la concurrence allemande sur les marchés mondiaux, écartant sans défense possible la vente des produits de provenance autre que des États-Unis et compliquera à l'excès, d'une façon inextricable et plus dangereuse encore, l'insoluble question de la SÉCURITÉ.

La proposition de M. Walker démontre donc la péremptoire inanité des formules proposées et l'impossibilité par le capitalisme de résoudre les problèmes à la satisfaction de tous. Mais elle a aussi comme conséquence d'éclairer singulièrement.

### **LE PATRIOTISME DES INDUSTRIELS INTERNATIONAUX**

Le docteur SCHEID, au cours d'une conférence des industriels allemands à Strasbourg, le 10 août 1944, a notamment déclaré, d'après le sénateur HARLEY M. KILGORE, à la sous-commission du Sénat américain:

*«A partir de maintenant, les industriels allemands doivent comprendre que la guerre ne peut plus être gagnée et qu'ils leur est nécessaire de prendre toutes mesures utiles pour préparer la campagne commerciale d'après guerre. Chaque industriel doit ÉTABLIR DES CONTACTS ET DES ALLIANCES AVEC LES FIRMES ÉTRANGÈRES, mais ceci à titre individuel et SANS ATTIRER L'ATTENTION».*

Nous avons déjà signalé le fameux DÉCRET D'HITLER du printemps 1944, où ce dernier avait annoncé la destruction des industries allemandes, le décret fut annulé à la suite des démarches des industriels du Reich, assurant que toutes les précautions étaient prises et des accords réalisés avec les principales firmes alliées. Nos affirmations, dont nous donnons les sources de renseignements, sont, une fois de plus, prouvées par des textes officiels. Les alliances dont parlait le docteur Scheid, scellées pendant la guerre, expliquent lumineusement les décisions des uns et des autres. Toute autre explication est erronée surtout si elle se base sur des faits ou des déclarations politiques sans valeur, si ce n'est d'embrouiller intentionnellement les choses afin de masquer les réalités mercantiles.

Mais, comme l'exigeait le docteur Scheid, ces alliances devaient et doivent rester INVISIBLES, pour les raisons que l'on devine. Le zèle du délégué australien a failli tout compromettre en mettant en lumière la collusion des industriels américains et allemands, par sa demande trop explicite qui faciliterait l'emprise de plus en plus accentuée du capital américain sur l'économie allemande.

Il nous a paru utile d'y faire une large publicité afin de prouver la justesse de la fameuse phrase d'Anatole France: *«On croit mourir pour sa patrie et l'on meurt pour des industriels».*

-----